

Le secret bancaire suisse au XXe siècle dans le *Journal de Genève* et la *Gazette de Lausanne*

Yann Bolliger, Pietro Carta, Romain Mendez

7 mars 2019

1 Contexte historique

La place financière suisse a vu une énorme croissance presque non perturbée tout au long du XXème siècle. Cela a été possible grâce à la neutralité et la stabilité de la Suisse notamment en période de guerre mais surtout aussi grâce au «secret bancaire» (Mazbouri et al., 2012, p. 512). Ce dernier est déjà une pratique des banques suisses au XIXème siècle quand les grandes banques¹ commencent à dominer la place financière suisse. Ces banques-là profitent considérablement des afflux de capitaux étrangers. Pendant la Grande Guerre les banques utilisent le secret bancaire pour attirer les capitaux étrangers fuyant de lourdes fiscalités implémentées par les pays en guerre (Mazbouri et al., 2012, p. 484-486). Cela permet aux banques de devenir une force majeure à l'échelle de la finance mondiale ainsi qu'une influence principale dans la politique nationale. En effet, l'influence des banques dans la politique fédérale est tellement grande que le secret bancaire est renforcé par la loi sur les banques en 1934, sans susciter de grands débats au parlement (Guex, 1999).

L'introduction de cette loi est vue aujourd'hui comme la troisième étape de l'avènement des paradis fiscaux contemporains (Chavagneux and Palan, 2012, p. 29). La première étape étant les états du Delaware et du New Jersey qui attirent des entreprises avec des taxes très basses vers la fin du XVIIIème siècle. Une décision des juges anglais de 1929 disant qu'une entreprise qui a son siège à l'étranger n'est pas imposable en Angleterre a marqué la deuxième étape. Comme ces deux étapes ont eu lieu dans des pays anglophones le terme anglais *tax haven* a été repris en français comme *paradis fiscal*.

Avec la Seconde Guerre mondiale, de nouveau, la place financière Suisse profite de la fuite de capitaux étrangers provenant de pays en guerre. Sous couvert de la neutralité, les banques suisses arrivent à maintenir des liens très proches avec tous les belligérants, mais surtout avec les forces de l'Axe, ce qui mène la Suisse dans une grande isolation diplomatique à la fin de la guerre. Par exemple, les États-unis gèlent les avoirs des banques suisses déposés en Amérique déjà en 1941. Néanmoins la diplomatie suisse obtient le maintien du secret bancaire contre les revendications des vainqueurs. Cela marque le début d'une période de croissance sans précédent pour la place financière pendant les «trente glorieuses» (Mazbouri et al., 2012, p. 495).

Après la guerre, à l'étranger, le secret bancaire suisse reste objet de fortes critiques. Les plus importants critiques étant les États-unis et la France (Mazbouri et al., 2012, p. 503). Dans la deuxième partie du XXe siècle, la diplomatie américaine obtient de la Suisse quelques concessions qui ont toutefois très peu d'impact. Après 1968, des critiques intérieures commencent à troubler le consensus de la population suisse en faveur du secret bancaire. Au même moment, de nombreux scandales impliquant les grandes banques Suisse font surface. L'organisation tiers-mondiste "Déclaration de Berne" (Weibel, 2018) se forme et dit lutter contre "l'exploitation" des pays en voie de développement par le secteur financier et industriel suisse. Cette organisation lance, conjointement avec le Parti Socialiste, une initiative populaire contre

1. Union de Banques Suisses, Schweizerische Kreditanstalt (Crédit Suisse), Schweizerische Volksbank, Banque Leu, Eidgenössische Bank, Société de Banque Suisse, Banque Commerciale de Bâle et le Comptoir d'Escompte

le secret bancaire en 1984². L’initiative populaire est toutefois rejetée par une forte majorité des suisse (73%).

Avec l’accord du peuple, les grandes banques ont ainsi maintenu le statut privilégié de la place financière pendant plus que 50 ans. Ils l’ont défendu contre la pression de l’intérieur et de l’extérieur. Ce n’est seulement après la crise financière en 2007 que, sous la pression de l’OCDE, le secret bancaire est aboli pour les citoyens de pays membres de l’OCDE sauf la Suisse (Guex, 2011). Il est à noter que des lois similaires existaient dans d’autres pays européens qui ont tous graduellement cédé sous la pression des critiques. Pour beaucoup c’est via la construction européenne que leurs lois sont influencées pour limiter le secret bancaire (Palan et al., 2009, p. 32).

Dans le cadre de notre recherche nous essayerons de retrouver ces événements dans la presse romande. Celle-ci étant plutôt proche des cercles financiers – surtout le «journal de Genève» (Clavien, 2018) –, nous évaluerons aussi leurs positions sur le secret bancaire et si cette proximité peut-être confirmée par les articles du corpus. Afin de nous demander, comment évolue la couverture médiatique du secret bancaire au XXe siècle ?

2 Information Bibliographiques

2.1 Sources primaires

Nous admettons dans notre analyse les articles extrait de la *Gazette de Lausanne* et du *Journal de Genève*, pendant la période 1900-1995. Pour restreindre l’analyse aux articles pertinents, le corpus d’articles des deux journaux sera filtré en ne gardant que les articles contenant des mots clés, repérés à travers l’analyse de nos autres sources primaires et la littérature secondaire.

Les sources primaires que nous analysons, autres que les archives du Temps, sont de nature politique, juridique, ou diplomatique. La “Déclaration de Berne” en collaboration avec le Parti Socialiste publie en 1978 le pamphlet “Les Secrets du secret bancaire suisse” (Giovannini, 1978) où les conséquences internationales et intérieures du secret bancaire sont dénoncées. Cet ouvrage nous expose au débat qui entourait le sujet pendant les années 70 et 80.

Les sources juridiques témoignent d’un conflit entre la Suisse et des pays étrangers dans le domaine du secret bancaire. Les Américains étudient déjà en 1969 les aspects juridiques du secret bancaire (Mueller, 1969). Ce qui mène à un procès auprès du tribunal fédéral (Tribunal Fédéral, 1970), qui se conclut en 1970 en faveur du maintien du secret bancaire. Nous étudierons aussi l’accord bilatéral entre la Suisse et les Etats-Unis sur le secret bancaire, comme témoigné dans un rapport du of State (1983).

2.2 Littérature secondaire

Nous considérons deux types de littérature secondaire, un sur l’histoire financière suisse par Sébastien Guex et Malik Mazbouri (Guex, 1999, 2000; Mazbouri et al., 2012). Et un autre type sur les spécificités du cas suisse au niveau international, analysé par Henry Meier (Meier et al., 2012).

2.3 Mots-clés

Notre corpus consistant de milliers d’articles différents, il est nécessaire d’isoler des mots-clés caractérisant notre sujet. C’est avec les termes ci-dessous que nous trouvons le plus d’articles en lien avec le sujet.

Secret bancaire, place financière suisse, banques suisses, forfait fiscal, paradis fiscal, corruption, affaire Chiasso, argent sale, blanchiment, PIB, emploi, croissance.

2. Initiative populaire “contre l’abus du secret bancaire et de la puissance des banques”.
<https://www.bk.admin.ch/ch/f/pore/va/19840520/index.html>

3 Outils Méthodologiques

Afin de pouvoir traiter en un temps raisonnable notre corpus de texte, plusieurs pistes d’analyse s’offrent à nous. Dans un premier temps un filtrage des articles s’impose, pour ne travailler que sur des articles contenant des termes importants du sujet (voir la liste de terme clés dans la précédente partie). Aussi, nous pouvons lier l’apparition du terme secret bancaire à des événements liés au sujet et voir l’évolution de la popularité du terme au fil du temps comme dans la figure 1.

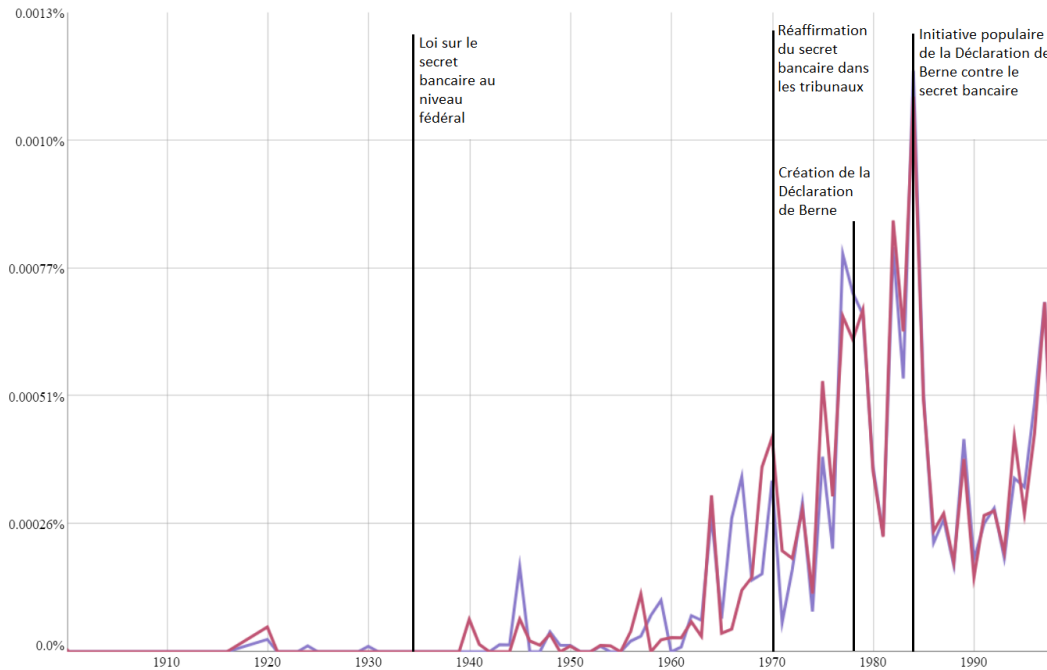


FIGURE 1 – N-gram du terme "secret bancaire" dans les journaux *Journal de Genève* (bleu) et *Gazette de Lausanne* (rouge).

Ensuite, nous pensons procéder à des visualisations du corpus filtré avec des logiciels tel que Iramuteq afin de voir les relations entre les mots (quels mots se suivent souvent, et quelle est leur connotation).

Avec de telles visualisation nous voulons trouver plus de mots-clés. Par exemple dans la figure 2, nous pouvons voir que les mots "secret" et "bancaire" sont peu liés aux mots "initiative" et "populaire" en 1984 (alors qu’une initiative populaire sur le sujet du secret bancaire est lancée cette année là). Ici on peut voir que les thèmes en question sont toujours liés à la Suisse en elle-même. Dans les mots autour de "initiative" on peut trouver d’autres mots forts comme "balayer" ou "socialiste", ce qui indique par exemple une certaine position dans les articles parlant de l’initiative.

Nous voulons tenter de répondre aux questions suivantes : A qui est-ce que la parole est-elle donnée dans les journaux ? Est-ce que les acteurs étrangers s’expriment ? Et surtout, est-ce que les banques sont promues ?

Cette dernière question nous amène à nous demander, comment détecter si les banques sont promues et/ou critiquées ? L’idée actuelle est de voir si des mots-clés traditionnellement associés au point de vu positif sont dans les articles abordant le sujet ou non (tel que PIB, emploi, croissance ...).

Nous pensons donc utiliser les sources secondaires pour forger une attente du corpus, ce à quoi nous nous attendons après ce type d’analyse. C’est-à-dire par exemple utiliser les informations recueillies sur les rédactions des journaux dans la conférence du 31 Octobre (Clavien, 2018) afin de vérifier nos résultats avec les différentes tendances des rédactions de ces deux journaux. Cela devrait pouvoir nous servir de garde-fou sur nos résultats. Une fois ce travail accompli, nous nous servirons des résultats pour analyser la position idéologique des journaux au fil de la période étudiée.

- of State, U. D. (1983). Switzerland—united states : Memorandum of understanding to establish mutually acceptable means for improving international law enforcement cooperation in the field of insider trading. *International Legal Materials* 22(1), 1–12.
- Palan, R., R. Murphy, C. Chavagneux, and M. Mousli (2009). Les paradis fiscaux : entre évasion fiscale, contournement des règles et inégalités mondiales. *L'Économie politique* n 42(2), 22–40.
- Tribunal Fédéral (1970). Swiss court decision concerning obligation of banks to furnish information in tax fraud proceedings. *International Legal Materials* 9(3), 567–582.
- Weibel, A. (2 février 2018). Déclaration de berne.